

Le Venezuela rejette des accusations de Lenín Moreno contre Maduro



Caracas, 7 mai (RHC) Le ministre des Affaires Étrangères du Venezuela Jorge Arreaza a rejeté les déclarations du président de l'Équateur, Lenín Moreno, dans lesquelles celui-ci accusait son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro, d'inciter aux protestations qui ont éclaté en Colombie après la présentation de la proposition de réforme fiscale par le gouvernement de Bogota il y a une semaine.

Lors d'un forum organisé par l'Institut interaméricain pour la démocratie dans la ville de Miami (États-Unis), Moreno a déclaré que les organismes de renseignement de l'Équateur avaient détecté la "grossière ingérence" de Maduro dans ce qui se passe sur le territoire colombien.

De plus, le chef de la diplomatie vénézuélienne a critiqué un message sur Twitter de l'ancien président colombien Andrés Pastrana, qui se faisait l'écho des déclarations de Moreno contre le leader chaviste.

"Beaucoup de temps s'était écoulé avant que le Venezuela ne soit tenu pour responsable!" a déclaré Arreaza sur le même réseau social.

Le Gouvernement vénézuélien signale que la Colombie connaît une catastrophe en matière de droits de l'homme due aux massacres et à l'expansion du trafic de stupéfiants.

"Cette paire d'individus d'une espèce politique en voie d'extinction, sous-estiment leurs peuples et se citent entre eux pour échapper à leurs fautes et à leur incompetence", a déclaré le chef de la Diplomatie du Venezuela sur Twitter.

Pour sa part, la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodriguez a réagi ce jeudi à la conjoncture dans le pays voisin. Colombie "un projet impérial échoué" qui a condamné votre nation à la "pire crise jamais vue".

Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a également remis en question lundi le silence de l'Organisation des États américains (OEA) et de son secrétaire général, Luis Almagro, ainsi que de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Michelle Bachelet, face au massacre du peuple colombien par la répression de la police antiémeute, l'ESMAD.

Les protestations se sont intensifiées en Colombie ces derniers jours non seulement contre la réforme fiscale, mais aussi contre toutes les politiques néolibérales du gouvernement du président Ivan Duque. À ce jour, 24 personnes seraient décédées, 87 seraient portées disparues et plus de 800 détenues, selon le Bureau du Défenseur du peuple, mais d'autres rapports indiquent que les chiffres sont beaucoup plus élevés.

Source HispanTV

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/256566-le-venezuela-rejette-des-accusations-de-lenin-moreno-contre-maduro>



Radio Habana Cuba